



MARCHES PUBLICS DE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

N° PRES_2026_035

**NETTOYAGE TRAVAUX RESTRUCTURATION DES URGENCES ET DU HALL
D'ACCUEIL DU SITE MCO DE L'HOPITAL DU GIER - SAINT-CHAMOND**

La présente consultation est passée selon :

-la procédure adaptée issue des articles L2123-1 et R 2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique

Contenu

ARTICLE 1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	5
ARTICLE 2.	OBJET DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3.	DIVISION EN LOTS.....	6
ARTICLE 4.	FORME DU (DES) MARCHÉ(S)	6
ARTICLE 5.	DURÉE DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 6.	PIECES CONTRACTUELLES	6
6.1	PIECES CONSTITUTIVES	6
6.2	NOTIFICATION	6
6.3	NANTISSEMENT ET CESSIION DE CRÉANCE	7
ARTICLE 7.	SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 8.	OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES TITULAIRES	7
8.1	CHANGEMENTS AFFECTANT LES TITULAIRES	7
8.2	PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE	8
8.3	ASSURANCE	8
8.4	RÉSPECT DE LA PROTECTION DES DONNÉES : RGPD.....	8
8.5	DISCRETION ET CONFIDENTIALITÉ	8
8.6	SÉCURITÉ.....	9
ARTICLE 9.	CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX	10
9.1	CONTENU DES PRIX.....	10
9.2	DATE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX	10
9.6	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET AUTRES TAXES RÉGLEMENTAIRES	11
9.7	FOURNITURES ACHETÉES HORS BPU ET BÉNÉFICIAIRE D'UNE REMISE SUR CATALOGUE.....	11
9.8	VARIATION DU TAUX DE REMISE ET OFFRES PROMOTIONNELLES.....	11
9.9	REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRE	11
9.10	CLAUDE INCITATIVE LOGISTIQUE	11
9.11	AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	11
9.11.1	Avances	11
9.11.2	Retenue de garantie (L2191-7 et R 2191-32 du code de la commande publique)	11
ARTICLE 10.	MODALITÉS DE RÉGLEMENT	12
10.1	ACOMPTE, RÉGLEMENT DÉFINITIF ET SOLDE (L2191-4 ET R2191-20 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	12

10.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	12
10.3 DELAI DE PAIEMENT.....	13
ARTICLE 11. TITULAIRE ETRANGER	13
ARTICLE 12. QUALITE DES FOURNITURES ET PRESTATIONS DE SERVICE	13
12.1 QUALITE DES FOURNITURES ET PRESTATIONS DE SERVICE	13
12.2 ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE.....	13
12.3 MATERIEL NOUVEAU	13
ARTICLE 13. DUREE D'EXECUTION	14
ARTICLE 14. MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES	14
ARTICLE 15. LIVRAISON DES FOURNITURES.....	14
15.1 EMBALLAGE	14
15.2 TRANSPORT	14
15.3 MODE DE LIVRAISON	15
15.4 DOCUMENTS A FOURNIR	15
15.5 LIEUX DE LIVRAISON.....	15
15.6 SURVEILLANCE EN USINE	15
ARTICLE 16. LES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT	15
16.1 RUPTURES D'UN PRODUIT	15
ARTICLE 18. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET PRESTATIONS SIMILAIRES.....	16
18.1 POUR LES MARCHES DE FOURNITURES.....	16
18.2 POUR LES MARCHES DE SERVICES OU DE TRAVAUX.....	16
ARTICLE 19. CLAUSE DE REEXAMEN	17
ARTICLE 20. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	17
ARTICLE 21. OPERATIONS DE VERIFICATION	17
21.1 VERIFICATIONS QUANTITATIVES	17
21.2 VERIFICATIONS QUALITATIVES	17
ARTICLE 22. DECISIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR	18
ARTICLE 23. ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE	18
ARTICLE 24. RESPONSABILITE.....	18
ARTICLE 25. GARANTIE.....	18
ARTICLE 26. PENALITES ET SANCTIONS	18
26.1 DELAIS D'EXECUTION	18

26.1.1. DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION	18
26.1.2. CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION	19
26.2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	20
26.2.1. INTEMPERIES.....	20
26.2.2. PROLONGATION DES DELAIS POUR CAUSE D'INTEMPERIES	21
26.2.3. MODIFICATION DES DELAIS D'EXECUTION POUR TRAVAUX MODIFICATIFS	22
26.3. PENALITES - RETENUES	22
26.3.1. PENALITES ET RETENUES POUR RETARD DANS L'EXECUTION	22
26.3.1.1. MODE DE CALCUL	22
26.3.1.2. PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DANS LE CADRE DU DELAI PARTICULIER AFFECTE A UN LOT	22
26.3.1.3. RETENUES POUR RETARD DANS LA REALISATION DES TACHES.....	23
26.3.1.4. PENALITES POUR RETARD DANS LES LEVEES DES RESERVES ASSORTIES A LA RECEPTION (ET AUX RECEPTIONS PARTIELLES)	23
26.3.1.5 EXIGIBILITE DES PENALITES DE RETARD	23
26.4 AUTRES PENALITES	23
26.5 CUMUL	25
ARTICLE 27. RESILIATION DU (DES) MARCHE(S)	25
27.1 MOTIFS DE RESILIATION	25
27.2 RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE.....	25
27.3 RESILIATION POUR INEXECUTION NON FAUTIVE.....	25
27.4 RESILIATION POUR MOTIFS D'INTERET GENERAL.....	26
27.5 INDEMNITE DE RESILIATION	26
ARTICLE 28. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	26
28.1 EN CAS DE RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	26
28.2 APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE.....	26
ARTICLE 29. EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	27
ARTICLE 30. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	27
ARTICLE 31. INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX	27

Chapitre I – Généralités

Article 1. Pouvoir adjudicateur

Pouvoir adjudicateur : CHU SAINT ETIENNE-Etablissement support du GHT LOIRE

Type de pouvoir adjudicateur : Etablissement public de santé

Siret : 264 200 304 00808

Adresse : Direction des Achats et du Patrimoine
Hôpital Bellevue - Pavillon 1 - 1er étage
42055 Saint-Etienne Cedex 2

Adresse du profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Le marché fait l'objet d'une procédure conjointe : ☐ Oui ☒ Non

Etablissement participant au marché :
Hôpital du Gier

Renseignements administratifs :

Laurence VETARD
Responsable service des marchés
Tél : 04/77/12/79/15
Fax : 04/77/12/73/15
laurence.vetard@chu-st-etienne.fr

Fabienne FAURE
Juriste
Tél : 04/77/12/79/06
ght.marchesjuristes@chu-st-etienne.fr

Grégory PONTVIANNE
Juriste
Tél : 04/77/12/79/62
gregory.pontvianne@chu-st-etienne.fr

Renseignements techniques :

Sextant architecture
Mandataire MOE
Tél : 04/73/90/83/29
sextant63.@sextant-architecture.com

Emilie ROUECHE
MOA
Tél : 04/77/31/19/19
emilie.roueche@hopitaldugier.fr

En cas de question, une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Article 2. Objet du MARCHÉ

Le présent marché a pour objet le nettoyage relatif à l'opération de restructuration et extension des urgences et du hall d'accueil de l'hôpital du Gier.

Se reporter aux CCTP pour les clauses techniques.

Lieu(x) d'exécution : HOPITAL DU GIER – 19 rue Victor hugo, 42400 Saint Chamond

Article 3. Division en lots

Prestation divisée en lot : oui ☐ non ☒

Article 4. Forme du (des) marché(s)

Les prestations feront l'objet :

☒ d'un marché simple

☐ d'un accord cadre

Article 5. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale de 24 mois à compter de sa date de notification.

Article 6. Pièces contractuelles

6.1 Pièces constitutives

Le marché est régi par les documents contractuels suivants :

- 1- L'acte d'engagement (ATTRI1) et L'offre de prix : DPGF
- 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes ;
- 3- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux de fournitures et de services ;
- 4- Le planning des travaux ;
- 5- Le RICT ;
- 6- Le cahier des clauses techniques communes et ses annexes ;
- 7- Les Cahier des Clauses Techniques Particulières et leurs annexes ;
- 8- Le DIUO ;
- 9- Le PGC ;
- 10- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants
- 11- L'offre technique : le mémoire technique justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution de l'accord cadre et ses annexes (dont fiches techniques le cas échéant)
- 12- Charte Chantier Propre ;
- 13- Le contrat RGPD ;
- 14- Toute autre pièce remise au titre de la consultation.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

6.2 Notification

Le pouvoir adjudicateur fera parvenir une copie du marché par voie dématérialisée. La notification transforme le candidat en titulaire.

Les conditions générales de vente (ou d'achat) du titulaire sont inopposables au pouvoir adjudicateur.

6.3 Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au pouvoir adjudicateur, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'acte d'engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique. Il est à noter que le pouvoir adjudicateur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Dans le cadre des marchés d'accord cadre donnant lieu à l'émission de bon de commande, le titulaire précisera s'il souhaite obtenir :

- Un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique du marché. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès du pouvoir adjudicateur ;
- Un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique de chaque bon de commande. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès du pouvoir adjudicateur.

Article 7. Sous-traitance

Le titulaire peut présenter un sous-traitant à la personne publique en cours d'exécution du marché. Dans ce cas, il sera fait application des articles L2193-4 à L2193-14 du code de la commande publique.

Article 8. Obligations générales des titulaires

8.1 Changements affectant les titulaires

Les titulaires s'engagent à informer les établissements parties de tout changement survenant au cours des marchés affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire.

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

8.2 Protection de la main-d'œuvre

Les titulaires se doivent de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Ils sont responsables du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

8.3 Assurance

Le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il(s) peut (peuvent) encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du (des) marché(s). Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le pouvoir adjudicateur en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du (des) présent(s) marché(s).

8.4 Respect de la protection des données : RGPD

Les informations collectées par le CHU de Saint-Etienne directement auprès de vous font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la gestion de la prestation fournie dans le cadre du présent marché. Ces informations sont traitées sur la base de l'exécution du contrat. Elles sont à destination exclusive des personnes habilitées et seront conservées jusqu'à 5 ans à compter de la fin de l'exécution du contrat. Le CHU de Saint-Etienne ne traite que les données strictement nécessaires à l'accomplissement de la finalité susvisée.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité dans les limites de la réglementation. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès.

Pour exercer vos droits, vous pouvez vous adresser au Délégué à la Protection des Données par mail à rgpd-dpd@chu-st-etienne.fr ou par voie postale à la Direction du Système d'Information 8, rue Bossuet, 42055 Saint-Etienne Cedex 2. Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

8.5 Discretion et confidentialité

Les titulaires sont tenus au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels ils auraient accès dans le cadre d'exécution des marchés et en particulier pour toutes les données à caractère personnel auquel ils auraient accès pendant toute la durée de la prestation.

Les titulaires s'engagent à faire respecter ces dispositions par leur personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié les établissements parties.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du groupement de commande, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit des établissements parties. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements parties, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des établissements parties ou d'un tiers.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le(s) marché(s) pourra (pourront) être résilié(s) pour faute du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Les établissements parties s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues des titulaires.

8.6 Sécurité

Les établissements parties définissent, selon les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 (articles R4511-1 à R4515-1 du code du travail), une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans ses établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions du présent CCAP.

Dans le cadre du contrôle des accès, les PC sécurité se réservent la faculté de demander un document d'identité avec photo à tout visiteur qui souhaite emprunter un/des badge(s) et/ou une/des clé(s) pour accéder aux locaux de l'établissement dans le cadre de la prestation qu'il doit réaliser ou de la fourniture qu'il doit livrer, conformément à la réglementation en vigueur. Les PC sécurité consignent l'emprunt et la restitution des clés et badges dans la main courante électronique.

Aucune copie de tout ou partie de cette pièce d'identité n'est permise, laquelle sera restituée à son propriétaire à son départ contre la remise des clés ou badges empruntés.

Les établissements parties pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché.

Les établissements parties se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Chapitre II – Prix et règlements

Article 9. Contenu et caractère des prix

9.1 Contenu des prix

Les prix du marché comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCAP et notamment :

- 1- Le conditionnement, l'emballage et la manutention ;
- 2- L'assurance ;
- 3- Le stockage ;
- 4- Les garanties ;
- 5- Les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- 6- Les frais de gestion ;

Il ne sera appliqué aucun frais afférent à des minimas de commande que ce soit en quantité ou en valeur.

Les prix du marché sont franco de port en montant / en quantité.

9.2 Date d'établissement des prix

Les prix initiaux du marché figurant à l'acte d'engagement ou à la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire sont établis à la date dite « date d'établissement des prix », soit : le mois de février de l'année 2026.

9.3 Type de prix

- ☐ Les prix sont unitaires définitifs
☒ Les prix sont forfaitaires définitifs

9.4 Forme des prix

- ☐ Les prix sont fermes
☐ Les prix sont ajustables
☒ Les prix sont révisibles à la hausse comme à la baisse selon les dispositions figurant au § 9.5 *infra*.

La demande de révision de prix peut être à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou du titulaire

9.5 Révision

La présente opération fera l'objet d'une révision de prix suivant les indications ci-après.

Formule de révision des prix à utiliser :

Le coefficient C_n applicable pour le calcul de la révision de l'acompte du mois n d'exécution des prestations, est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 I_{n-6} / I_{0-6} \text{ (ou formule paramétrique)}$$

Dans laquelle 0,15 = partie fixe

I_{n-6} = Valeur de l'index (ou indice) de référence au mois « $n-6$ mois » de l'acompte.

I_{0-6} = Valeur de l'index (ou indice) de référence au mois M0 défini au mois de remise de l'offre moins 6 mois.

L'index national I de référence choisi en raison de leur structure pour la révision des prix est le suivant :

- Nettoyage : **BT08**

9.6 Application de la taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes réglementaires

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les *taxes réglementaires*, autres que la TVA, *doivent être intégrées* au prix unitaire HT du candidat. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

9.7 Fournitures achetées hors BPU et bénéficiant d'une remise sur catalogue

Sans objet.

9.8 Variation du taux de remise et offres promotionnelles

Sans objet.

9.9 Remise sur chiffre d'affaire

Sans objet.

9.10 Clause incitative logistique

Sans objet.

9.11 Avances et retenue de garantie

9.11.1 Avances

Une avance est accordée au(x) titulaire(s), si celui-ci (ceux-ci) n'y a (ont) pas renoncé, et à condition que le (les) marché(s) entre(nt) dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique.

9.11.2 Retenue de garantie (L2191-7 et R 2191-32 du code de la commande publique)

Il est prévu une retenue de garantie qui sera prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance, sous réserve de la constitution par le titulaire d'une garantie à première demande. Le taux n'excèdera pas 5 % du montant initial du (des) marché(s) augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

Les adhérents du groupement de commande refusent la substitution à la garantie à première demande par une caution personnelle et solidaire.

Article 10. Modalités de règlement

10.1 Acompte, règlement définitif et solde (L2191-4 et R2191-20 du code de la commande publique)

Le marché donne lieu à des versements à titre d'acomptes à terme échu.

10.2 Présentation des demandes de paiement



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ; - Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

-Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par les établissements partis.

Les factures seront déposées auprès de l'établissement ayant passé la commande

10.3 Délai de paiement

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à l'exécution des prestations, de la date d'admission de la fourniture, conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, en cas de retard de paiement, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter aux intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux directeur de la Banque centrale européenne en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir augmenter de 8 points.

Article 11. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si les titulaires sont établis dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, ils factureront ses prestations hors TVA et auront droit à ce que l'administration leur communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre III – Exécution

Article 12. Qualité des fournitures et prestations de service

12.1 Qualité des fournitures et prestations de service

Les fournitures et prestations de services doivent être conformes aux spécifications techniques décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

12.2 Évolution technique, technologique ou réglementaire

Sans objet.

12.3 Matériel nouveau

Sans objet.

Article 13. Durée d'exécution

La durée d'exécution de chaque bon de commande part de la date de réception du bon de commande jusqu'à l'admission de la dernière livraison correspondante, même si celle-ci est opérée au-delà du terme du (des) marché(s).

Article 14. Modalités de passation des commandes

Le fournisseur devra se conformer aux seuls ordres écrits définis au moyen de bons de commande rédigés et signés par le service acheteur portant au minimum les indications suivantes :

- la référence au marché
- la désignation de la fourniture
- la quantité commandée
- le prix d'engagement correspondant au prix marché
- le lieu et la date (ou délai) de livraison
- l'adresse de facturation

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commande est le Directeur ou son représentant.

Article 15. Livraison des fournitures

15.1 Emballage

Le fournisseur devra préciser si les emballages demeurent sa propriété ou s'il s'agit d'emballages perdus.

Dans tous les cas, l'évacuation de tous les emballages est à la charge du titulaire du marché.

15.2 Transport

Frais de transport :

Les fournitures sont livrées à destination franco de port. Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits .

Risques inhérents au transport :

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

Il appartient au fournisseur qui s'adresse à un transporteur de prendre toutes dispositions pour respecter les délais de livraisons contractuels. En outre, l'aide au déchargement doit être incluse au titre des prestations annexes exigées du transporteur au sens de la Loi 95-96 chapitre 2 (J.O. du 02/02/1995).

Le titulaire est responsable des dégradations de toute nature, qu'elles soient occasionnées d'une façon quelconque par la faute des transporteurs ou de leur personnel.

Le service acheteur pourra faire exécuter au compte du titulaire la réparation des dégâts commis. Notification lui en sera faite par mise en demeure

15.3 Mode de livraison

Les fournitures doivent être livrées dans les conditions suivantes :

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison indiquant les nom et adresse du titulaire du marché, la date de livraison, la référence de la commande, la nature de la livraison, les quantités livrées, les prix unitaires et totaux. Le double du bon de livraison, signé par le Directeur préciser le service ou son représentant, vaudra procès-verbal de réception.

Tout matériel égaré par le non-respect de cette clause sera à la charge du fournisseur. Le non-respect des conditions de livraisons pourra entraîner le refus de la livraison. Un délai de 72 heures pourra être accordé pour représenter la marchandise.

15.4 Documents à fournir

Documentation technique : Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

15.5 Lieux de livraison

La fourniture doit être livrée aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

15.6 Surveillance en usine

Sans objet.

Article 16. Les ruptures d'approvisionnement

16.1 Ruptures d'un produit

En cas de rupture d'un produit, dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition

de substitution de produit pour validation aux établissements parties, dans un délai de 15 jours maximum avant la date présumée de prise en compte de ce changement.

Il le propose aux établissements parties et leur adresse un échantillon et la fiche technique du produit qui donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du produit.

Cette substitution ne peut pas perdurer au-delà de 3 mois maximum sauf accord pouvoir adjudicateur et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, les établissements parties pourront appliquer les stipulations relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

16.2 Arrêt ou rupture de commercialisation d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose aux établissements parties un produit de remplacement **sans modification de prix unitaire** dans un délai de 15 jours maximum avant la date présumée de prise en compte de ce changement. Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que le pouvoir adjudicateur puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

En cas d'accord des établissements partis, ce dernier rédigera un certificat administratif. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, les établissements parties pourront appliquer les stipulations relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire

Article 17. Exécution des prestations

Se référer au CCTP.

Article 18. Prestations complémentaires et Prestations similaires

18.1 Pour les marchés de fournitures

Conformément à l'article R.2122-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées. La durée d'un tel marché ne pourra être supérieure à 3 ans.

18.2 Pour les marchés de services ou de travaux

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à un marché de travaux ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant

pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Lorsqu'un tel marché est passé, la durée pendant laquelle il peut être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Article 19. Clause de réexamen

Sans objet.

Article 20. Lutte contre le travail dissimulé

Les candidats doivent respecter les dispositions prévues au code du travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et s'acquitter des formalités pendant toutes l'exécution du marché.

Chapitre IV – Constatation de l'exécution

Article 21. Opérations de vérification

21.1 Vérifications quantitatives

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison.

Si la quantité fournie n'est pas conforme au bon de commande, le représentant de l'établissement adhérent met le(s) titulaire(s) en demeure d'ajuster la livraison en plus ou en moins.

Si la quantité fournie est inférieure à la quantité commandée, le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 48 heures.

Si la quantité fournie est supérieure à la quantité commandée, le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

21.2 Vérifications qualitatives

Les établissements parties disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative.

Les produits livrés doivent correspondre au bon de commande. En cas d'inadéquation, la livraison de produits conformes est demandée.

Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part des établissements parties dans le délai de 15 jours, les articles sont considérés comme admis.

Cependant, les articles se révélant défectueux à la mise en service ou en cours d'utilisation feront l'objet d'une demande d'échange.

Nonobstant, la décision d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

Article 22. Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

Article 23. Admission et transfert de propriété

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 31 du CCAG-FCS par le pouvoir adjudicateur.

Dans tous les cas, la décision d'admission des produits entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des produits aux établissements parties est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

Article 24. Responsabilité

Le(s) titulaire(s) demeure(nt) responsable(s) des dommages commis par son (leur) personnel lors de ses (leurs) interventions dans les locaux des établissements parties.

Article 25. Garantie

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS.

Chapitre V – Différends et litiges

Article 26. Pénalités et sanctions

26.1 Délais d'exécution

26.1.1. DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION

Ils sont décomptés conformément au C.C.A.G. applicables aux travaux.

Les stipulations correspondantes figurent :

- Dans l'acte d'engagement, pour le délai global des travaux qui comprend la période de préparation, les périodes de déménagement et emménagements liés au phasage des travaux

ainsi que les congés payés et court à compter de la date indiquée sur l'ordre de service de début d'exécution.

- Dans le calendrier prévisionnel des études d'exécution et des travaux pour les délais intermédiaires et la planification prévisionnelle des tâches par lot relativement à la date de démarrage du lot commençant le premier l'exécution des travaux.
- Il est également précisé dans le calendrier prévisionnel des études d'exécution et des travaux la liste et les dates d'achèvement des tâches clefs, dont l'exécution aux dates contractuelles, ainsi fixées, devra impérativement être respectée.

Dans ce délai global sont compris la ou les périodes de préparation, la ou les périodes de congés payés, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des Entrepreneurs par le Maître de l'Ouvrage pour l'exécution des travaux, la ou les périodes d'intempéries.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans le délai global d'exécution dans l'ensemble défini ci-avant. Ces délais d'exécution, qui figurent au calendrier prévisionnel d'exécution, joint au dossier de consultation, partent de la première intervention de l'Entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention.

Il est rappelé que ce calendrier ne reflète que les tâches principales, et que les interventions de l'entreprise doivent être prévues en tant que de besoin pendant la durée globale de l'opération et ceci dans le cadre forfaitaire du marché.

26.1.2. CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Le calendrier contractuel des travaux par corps d'état sera arrêté dans le planning détaillé établi pendant la période de préparation du chantier. Il pourra être décalé sans plus-value par rapport au planning prévisionnel joint au marché en fonction du décalage du démarrage du lot commençant le premier, l'exécution des travaux (décalage total) ou en fonction du décalage de démarrage d'autres corps d'état (décalage partiel).

- ✓ Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'OPC après consultation auprès des titulaires des différents lots. A partir du calendrier prévisionnel d'exécution défini au 24.1.1 ci-avant, l'OPC établit en concertation avec les entrepreneurs titulaires des différents lots, et à partir des éléments que chaque entrepreneur lui aura communiqués dans son calendrier détaillé d'exécution provisoire, le calendrier détaillé d'exécution précédé éventuellement jusqu'à l'attribution du dernier lot, des calendriers détaillés préparatoires. Le calendrier détaillé d'exécution provisoire, établi par l'entrepreneur et servant de base à l'élaboration du calendrier détaillé d'exécution établi par l'OPC, fait apparaître :
 - D'une part :
 - les délais d'études, de synthèse, et d'approbation des plans
 - les présentations d'échantillons
 - les commandes et les délais d'approvisionnement
 - les délais de fabrication hors chantier
 - les dates de livraison des matériaux et matériels sur le chantier
 - D'autre part, en liaison avec le document cité ci-dessus :
 - Les tâches d'exécution détaillées de chaque lot, chaque tâche, seront décomposées en sous-tâches détaillées d'une durée de deux semaines maximum

- La liaison des tâches entre elles (enchaînement), le chemin critique sera détaillé et représenté graphiquement (liaisons et durées)
- Les essais, tests, mises en route des installations
- Les opérations préalables à la réception et aux réceptions partielles
- Les marges libres entre les tâches.

Ce calendrier détaillé d'exécution provisoire élaboré par l'entrepreneur, doit être remis à l'OPC sous un délai de vingt jours calendaires à compter de la date de l'ordre de service de démarrage des travaux. Le calendrier détaillé d'exécution établi par l'OPC reprendra les principales activités des calendriers détaillés d'exécution provisoire des entrepreneurs.

Les moyens mis en œuvre devront être compatibles avec les cadences des autres entrepreneurs et l'avancement général de l'opération.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur cinq jours au moins avant l'expiration de la période de préparation. Il est ensuite visé par le Maître d'œuvre qui le notifie aux entrepreneurs.

- ✓ Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, l'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.
- ✓ Le calendrier initial, éventuellement modifié comme il est indiqué, est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

26.2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

26.2.1. INTEMPERIES

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles et comprises dans le délai contractuel d'exécution, est égal à 30 jours (20 jours travaillés), globalement pour la durée du chantier.

Seuls les arrêts du fait d'intempéries, au-delà du nombre de journées réputées prévisibles, ouvriront droit à décompte pour prolongation éventuelle de délais, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Conformément au code du travail, les arrêts pour intempéries concernent les travaux rendus dangereux ou impossibles. Des délais supplémentaires entraîneront un allongement du délai d'exécution des lots concernés. La prise en compte des journées ou demi-journées d'intempéries est subordonnée à :

- ✓ La constatation faite par le maître d'œuvre, à la demande de l'entreprise, le jour même et communiquée au maître d'œuvre lors de la réunion de chantier suivante,

- ✓ La fourniture des justificatifs par production des copies de remboursement de chômage intempéries par la Caisse des Congés Payés du Bâtiment ou la justification officielle par un organisme agréé, après approbation de cet organisme par le maître d'œuvre.

Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries. Elles ne sont pas prises en compte pour les travaux à réaliser à l'intérieur des locaux hors d'eau et hors d'air. Les journées d'intempéries donnant lieu à prolongation du délai particulier propre à un lot, et compte tenu des spécifications ci-avant, sont justifiées par l'entrepreneur par la production des copies des remboursements de chômage-intempéries par la caisse des congés payés du bâtiment.

Définition des critères d'intempéries pouvant s'appliquer à des travaux en extérieurs :

Nature du phénomène (Ei)	Intensité limite	Nature de travaux concernés par l'intempérie
Cas 1 : Températures	Température égale à - 5 °C à 7h00 le matin	Mise en œuvre de béton
	Température égale à 0°C à 7h00 le matin	Mise en œuvre des enrobés et asphaltes
	Gel : - 15 °C à 7h00 le matin	Autres travaux en extérieur
Cas 2 : Précipitations	Précipitations cumulées égales à 30 mm d'eau ou 50 mm de neige sur une durée de 24 h	Terrassement, assainissement, chaussées, revêtements
	Précipitations moyennes sur 2 jours consécutifs égales à 25 mm d'eau ou à 50 mm de neige (2 journées d'intempéries décomptée)	Autres travaux en extérieur
	Précipitations cumulées égales à 40 mm d'eau ou à 80 mm de neige sur une durée de 24 h	Mise à œuvre du béton en contact avec l'extérieur
Cas 3 : Vent	Vent atteignant les seuils réglementaires d'utilisation d'une grue à tour	Travaux nécessitant l'utilisation d'une grue à tour
	Vent supérieur ou égal à 140 km/h	Autres travaux en extérieur

Chaque intempérie devra être déclarée le jour même avant 10h00 par mail à l'OPC et au MOE, en précisant l'objet de l'intempérie. Chaque intempérie déclarée devra être justifiée ultérieurement par un relevé météorologique officiel de la station météo la plus proche. Dans le cas contraire, l'intempérie ne sera pas décomptée.

26.2.2. PROLONGATION DES DELAIS POUR CAUSE D'INTEMPERIES

Le délai pourra être prolongé d'une durée égale à celle des intempéries pour les corps d'état touchés par ces intempéries, si leur durée est supérieure au total des intempéries réputées prévisibles et prévues ci-dessus (20 jours d'intempéries prévisibles sont incluses au Calendrier général prévisionnel TCE).

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre à la maîtrise d'œuvre le

jour même. La maîtrise d'œuvre porte régulièrement le décompte des intempéries au compte-rendu de chantier.

26.2.3. MODIFICATION DES DELAIS D'EXECUTION POUR TRAVAUX MODIFICATIFS

Les délais d'exécution partiels ou globaux pourront être modifiés pour les raisons ci-après :

- ✓ Modification apportée aux ouvrages et remettant en cause le délai d'exécution initial
- ✓ Mise à jour des calendriers d'exécution nécessitant une adaptation des calendriers pour respecter le délai final

Dans ce cas, les nouveaux délais d'exécution seront établis par l'O.P.C. tel que défini à l'article 24.1.2 ci-dessus.

26.3. PENALITES - RETENUES

L'application de pénalités et retenues ne fait pas obstacle aux mesures coercitives telles que définies au CCAG travaux ou au présent CCAP.

26.3.1. PENALITES ET RETENUES POUR RETARD DANS L'EXECUTION

En complément des indications du C.C.A.G. applicables aux travaux et en dérogation à celui-ci, en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, l'Entrepreneur sera passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après. Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux du lot concerné et la date de terminaison des travaux dudit lot sans neutraliser les diverses interruptions.

26.3.1.1. Mode de calcul

Le montant de la pénalité ou de la retenue par jour calendaire de retard est fixé à 1/1000ème (un millième) du montant du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, sans que cette pénalité puisse être inférieure à 50 € H.T. par jour calendaire de retard.

Le calcul des pénalités et retenues provisoires est effectué par le maître d'œuvre et fourni à titre indicatif à l'Entrepreneur principal du lot concerné pour répartition entre ses sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés. Dans l'attente de cette répartition le montant global des pénalités et retenues provisoires est prélevé à l'Entrepreneur principal du lot concerné par précompte sur ses demandes mensuelles d'acomptes.

La répartition finale des pénalités entre les sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, est fournie par l'Entrepreneur principal dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date de notification de la réception.

Si cette répartition n'est pas fournie dans le délai prévu, le montant total des pénalités est supporté définitivement par l'Entrepreneur principal du lot concerné.

26.3.1.2. Pénalités pour retard dans l'exécution dans le cadre du délai particulier affecté à un lot

Ces pénalités sont appliquées, sans mise en demeure, sur simple confrontation entre la date réelle de fin d'exécution du lot et de la date d'expiration des travaux de ce lot fixée au calendrier détaillé d'exécution.

26.3.1.3. Retenues pour retard dans la réalisation des tâches

Des retenues journalières calculées selon indications de l'article 24.3.1.1 ci-avant pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche. Ces retenues pourront être reversées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux d'un autre lot. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin de tâches, ces retenues pourront être transformées en pénalités.

26.3.1.4. Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à la réception (et aux réceptions partielles)

Si l'Entrepreneur n'a pas remédié dans le délai fixé au calendrier d'exécution, ou le cas échéant dans la décision de réception, aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités par jour calendaire de retard dans les conditions fixées à l'article 24.3.1.1 ci-avant sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement.

26.3.1.5 Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dues par les titulaires, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel défini ci-dans les articles ci-dessous, les prestations des titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Les réceptions partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par les établissements parties ou en cas de manquement des établissements parties à leurs propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

26.4 Autres pénalités

Les pénalités suivantes pourront être appliquées au titulaire du marché et retenue par précompte après constatation des établissements parties signifiée au titulaire :

Non remise de l'attestation d'assurance	150 € / jour de retard
Absence ou retard aux réunions de chantier, d'étude ou de synthèse	150 € par cas constaté
Retard dans la remise du projet de décompte final	2000 €
Non-respect du délai d'intervention d'urgence	100 € par heure dépassée au-delà du délai contractuel
Retard à la remise de devis (selon délai précisé par MOE)	100 € par jour calendaire

Retard dans la remise des plans et autres documents à fournir avant ou après exécution	500 € par jour de retard
Non-respect des engagements du titulaire à son mémoire technique	500 € par cas constaté
Mauvais comportement des agents sur le site (qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services), par cas constaté	500 € par occurrence constatée
Etat d'ivresse ou sous emprise de stupéfiant	1000 € accompagné du retrait de la personne concernée et effectué son remplacement
Introduction d'un tiers non autorisé	2000 € accompagné du retrait de la personne concernée et effectué son remplacement
Stationnement gênants des véhicules entreprises ou des employés	150 € par cas constaté
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier	300 € par cas constaté
Faute lourde, vol, entrée de personnel non habilité, par cas constaté	8000 €
Non remise de l'attestation d'assurance	100 € / jour de retard
Report d'intervention d'une opération de maintenance préventive programmée du fait du titulaire du lot	150 € par jour
Non-respect des aires prédéfinies et organisées pour le stationnement des véhicules, des engins ou pour les stockages, y compris temporaires	200 € / jour
Modification non validée, dégradation ou non-conformité des clôtures de chantier et des confinements des chantiers	200 € / jour
Présence d'une entreprise non agréée par le MOA sur le chantier	1 000 € / jour et obligation de quitter le chantier sur-le-champ
Présence sur chantier d'une entreprise n'ayant pas réalisé son Inspection Commune (IC) auprès du CSPS et / ou n'ayant pas remis les documents exigés par ce dernier à l'issue de l'IC (PPSPS, etc.)	500 € / jour et obligation de quitter le chantier sur-le-champ

Coupure ou perturbation majeure de l'exploitation du centre hospitalier	500 € / jour
Retard dans la remise de planning	100 € H.T. par jour calendaire

Toutes les pénalités prévues au marché pourront être appliqués au titulaire sans mise en demeure préalable.

Le titulaire sera informé de la décision d'appliquer des pénalités par courrier motivé adressé en LRAR.

Les pénalités seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire à l'établissement adhérent postérieurement au constat du manquement.

Leur paiement n'exonère pas le titulaire de son éventuelle responsabilité administrative, civile ou pénale vis-à-vis des établissements parties.

Les établissements parties peuvent en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du titulaire, notamment en cas de non-réalisation d'une prestation prévue par le CCTP ou dans le mémoire technique du titulaire.

26.5 Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Article 27. Résiliation du (des) marché(s)

27.1 Motifs de résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues à aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

27.2 Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les établissements parties se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

27.3 Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin au(x) marché(s) pour perte d'objet du marché ou lorsque le(s) titulaire(s) ne sera (seront) plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

Par ailleurs, l'entreprise en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation doit

apporter au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

27.4 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier ou en cas de réforme du matériel.

Dans ces hypothèses, la facturation sera effectuée au prorata temporis de l'utilisation.

27.5 Indemnité de résiliation

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la résiliation prononcée pour motif d'intérêt général n'ouvrira pas droit à une indemnité de résiliation.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au(x) titulaire(s) dans les conditions fixées à l'article 43 du CCAG-FCS.

La résiliation réalisée en fonction de l'application d'une décision juridictionnelle n'ouvre pas droit à indemnité.

Article 28. Exécution aux frais et risques du titulaire

28.1 En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, les établissements parties se réservent le droit de faire exécuter tout ou partie de la prestation auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit les établissements parties de la date de reprise de l'exécution : à défaut, les établissements parties ne pourront être tenus pour responsable d'un prolongement de l'exécution du marché auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

28.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément à l'article 41 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les établissements parties se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 29. Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

Article 30. Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de LYON est compétent en cas de litige.

Article 31. Introduction des recours contentieux

- Un référé précontractuel peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché (article L 551-1 du code de justice administrative).
- Un référé contractuel peut être formé à partir de la signature du marché, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- Un référé suspension, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- Un recours pour excès de pouvoir peut être formé dans les 2 mois à partir de la notification ou de la publication de toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché (acte détachable du marché). Si ce recours est introduit conjointement à un référé-suspension, il doit être introduit avant la signature du marché.
- Un recours de plein contentieux peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché.
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite ou d'une déclaration d'infructuosité.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché

Chapitre VI – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
6.1	4	Ordre de priorité des pièces du marché
8.3	9.2	Assurance
26	14.1	Pénalités pour retard
27	38 à 45	Autre cas de résiliation de marché
27.4 - 27.5	42	Résiliation pour motifs d'intérêt général et Indemnité de résiliation